

# Perestrojka et politique militaire de l'URSS: au delà du militarisme paradoxal

Jacques SAPIR\*

Depuis 1986 l'Union Soviétique en général, et M. Gorbatchev en particulier, semblent avoir acquis un net ascendant diplomatique sur les pays et dirigeants occidentaux. L'URSS passe pour la force motrice dans le processus de désarmement aujourd'hui engagé. Cette situation résulte à la fois d'une profonde modification du discours (ce que les Soviétiques appellent la Nouvelle Pensée) et conventionnels. Pour la première fois depuis 1945, on assiste à des accords prévoyant non plus l'organisation de la course aux armements, mais des désarmements qui, pour limités qu'ils soient, n'en sont pas moins réels.

L'une des interprétations du changement d'attitude des Soviétiques consiste à y voir un réinvestissement du champs diplomatique, dont le prix à payer serait des concessions dans le domaine des armes. Une autre considère l'importance des difficultés économiques et sociales auxquelles la nouvelle équipe à Moscou est confrontée; le désarmement serait alors le prix à payer pour une reconstruction économique du pays.

On peut aussi considérer ces changements comme de pure apparence, et uniquement destinés à cacher un renforcement du potentiel militaire soviétique. Enfin, certains peuvent être tentés de prendre au mot la «Nouvelle Pensée» et d'y voir un changement radical dans la doctrine.

La multiplicité des interprétations témoigne donc simultanément d'un désarroi réel des observateurs occidentaux comme de la complexité des évolutions et transformations qui agitent l'URSS. Elle traduit aussi une difficulté importante affectant les analyses et les analystes: les schémas interprétatifs construits sur l'observation empirique se révèlent inadaptes à saisir une réalité mouvante et à en rendre compte sans la dénaturer. En effet, la situation actuelle pose à nouveau, avec acuité, le problème des sources. Les plus sûres sont constituées par les productions matérielles et organisationnelles du système soviétique. Une arme complexe, une refonte administrative, la mise en oeuvre de nouveaux comportements, indiquent l'existence de décisions, de choix, d'arbitrages, qui peuvent être reconstitués. Mais il faut tenir compte des délais spécifiques existant entre la cause

\*Jacques Sapir es profesor de Ciencias Económicas en la Universidad de París X-Nanterre e investigador en el GSD/CIRPES, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

et la conséquence. Ainsi, dans une large mesure, les changements dont nous sommes les plus sûrs et qui affectent les structures comme les arsenaux, renvoient-ils à une période décisionnelle située, au mieux, entre 1980 et 1985. Le gorbatchévisme concret est largement constitué d'éléments antérieurs.

On peut aussi (et on doit le faire) utiliser les discours. Encore faut-il avoir les moyens de les décrypter, et cela, non seulement parce qu'il n'y a pas de raison de supposer que les responsables soviétiques n'utilisent consciemment ces discours comme moyens de manipuler leurs auditeurs (externes et internes), mais aussi parce que rien ne prouve qu'il y ait aujourd'hui un discours unique.

Ceci permet de toucher du doigt l'un des plus sérieux problèmes de l'analyse du monde soviétique. Faute d'informations précises, fraîches et fiables, le plus sûr consiste à extrapoler à partir de ce qu'on sait des comportements passés. Cependant, la possibilité d'une rupture de comportements suffit à invalider l'extrapolation.

Ces réels problèmes ne signifient pourtant pas que l'on soit désarmé pour tenter de comprendre la situation actuelle. L'extrapolation n'est qu'une forme réduite de l'analyse historique. Cette dernière est, en fait, bien plus riche, si l'on ne commet pas l'erreur de vouloir généraliser des processus (soit les modes de formation et d'évolution des comportements).

Il y a donc un large champ d'investigation ouvert qui consisterait à chercher les processus spécifiques de changement de la société soviétique, dans les expériences historiques que sont le tournant du Communisme de guerre à la NEP, celui des années trente, ou encore celui du khrouchtchévisme.

Par ailleurs, on peut aussi essayer de comprendre les diverses possibilités en germe dans les changements actuels en partant des conflits et des contradictions propres aux médiations du système soviétique.

En ce qui concerne l'évolution présente, il semble clair que la forme structurale que l'on a appelée le Militarisme Paradoxal est au couer des changements. Ce mode particulier de gestion des contradictions liées à l'insertion de l'URSS dans les relations internationales est apparu au moment du «Grand Tournant», soit le tout début des années trente. Il a largement contribué à façonner l'économie et la société, finissant par induire des dysfonctionnements que justifiaient sa perpétuation. Modelant comportements et mentalités, il a produit les perceptions, de l'Occident par les Soviétiques, de l'URSS par les Occidentaux, qui sont à la base des pratiques de la Guerre Froide.

Aujourd'hui, on peut se demander si le Militarisme Paradoxal n'est pas entré en crise, que ce soit au niveau du système militaire soviétique comme à celui de ses fonctions fondamentales. Telle est l'hypothèse fondamentale. Si elle était vérifiée, alors nombre des changements de ces dernières années pourraient être éclairés, compris et interprétés. Mais, dans ce cas, il faut aussi se pencher sur les issues possibles à cette crise. Et rien ne permet de penser qu'il n'y ait qu'une solution aux problèmes. L'humoriste français Alphonse Allais ne disait-il pas:

«Les choses finissent toujours par s'arranger, même mal...»

## I. LE MILITARISME PARADOXAL EST-IL EN CRISE?

La politique militaire de l'Union Soviétique n'est en réalité qu'un aspect d'un

ensemble plus complexe. On peut considérer comme un système l'ensemble des structures et comportements déterminant la série des choix économiques, politiques, technologiques et organisationnels cohérents qui donnent naissance tant aux forces armées qu'à leurs positions opérationnelles ou encore à leurs doctrines d'emploi. La cohérence de ces choix ne découle nullement de la place des militaires dans la société même si elle engendre un sur-développement de l'appareil militaire. Cette situation paradoxale renvoie aux modes de gestion des contradictions sociales, économiques et politiques tels qu'ils se sont coagulés en URSS entre la fin des années vingt et la Seconde Guerre Mondiale. C'est pourquoi l'expression Militarisme Paradoxal n'est pas seulement une description des faits mais aussi une tentative pour nomer les processus et les procédures qui les reproduisent de manière stabilisée pour une période historique donnée. Aussi faut-il considérer cette expression comme l'équivalent d'une forme structurelle dans le vocabulaire de l'«Ecole de la Régulation».

Cette analogie permet de préciser ce que l'on entend par crise du Militarisme Paradoxal. D'une manière rapide, on peut considérer cette forme structurelle comme répondant aux dynamiques conflictuelles issues de la séparation instituée par l'existence des Etats-Nations dans la tendance à l'unité que créent les conditions modernes de circulation, de production et de reproduction des biens et des hommes. Le couple séparation/unité ne devant pas être considéré comme résultat de l'opposition entre une logique politique (celle des Etats) et une logique économique. En réalité, la production capitaliste (définie comme marchande et salariale) au fur et à mesure qu'elle étend son emprise et se soumet les autres formes, reproduit cette double polarité. La recherche des conditions optimales de valorisation de capitaux n'existant que séparés nécessite et suscite la mise en place d'institutions locales (au niveau de la région, du pays ou du groupe de pays) qui doivent défendre leur spécificité, fut-ce par le protectionnisme. En même temps, la dynamique propre à la constitution des Etats-Nations, qui se manifeste dans les pratiques politiques et sociales, les codes culturels, les mentalités, mais aussi dans l'apparition de blocs sociaux hégémoniques ainsi que de leurs procédures de constitution et de reproduction, tend par ailleurs à faire avancer les éléments d'unité. Qu'il s'agisse de l'extension et de la généralisation de pratiques économiques et sociales dans le but de renforcer les bases de l'Etat-Nation, ou encore de la prédisposition, en cas de succès, à chercher à étendre la sphère d'application des institutions (formes de marché, modes de gestion de la monnaie, pratiques sociales et politiques) qui ont assuré la valorisation la meilleure des capitaux locaux. Et cette prédisposition, n'en doutons pas, ne s'appuie pas seulement sur le pouvoir de séduction d'une réussite économique et sociale; elle passe aussi par la violence multiforme, des pressions économiques les plus simples (le dumping, la manipulation des changes) aux interventions militaires. C'est pourquoi les aspects de conflit cohabitent avec ceux de coopération; il s'en déduit qu'il est réducteur d'associer la notion de conflit, et celles qui en découlent comme stratégie et tactique, avec les seules opérations militaires. La crise du Militarisme Paradoxal ne peut être donc uniquement son incapacité à gérer ces dynamiques conflictuelles.

En effet, il convient tout à la fois de ne mythifier ni les dysfonctionnements ni la nature des formes structurelles. Ces dernières ne proviennent d'aucune loi transcendante, et nul déterminisme ne garantit leur engendrement. Elles ne sont que le produit, historiquement daté, des conflits internes et externes de la société qui les a expérimentées. Aussi présentent-elles une double ambivalence. D'une

part, elles témoignent simultanément de l'existence de seuils d'irréversibilité comme de celle des remises en cause permanents. Les formes structurelles sont l'institutionnalisation d'un certain rapport des forces. En cela, elles construisent leurs comportements. Elles ne peuvent pas plus en faire abstraction que l'on ne peut nier l'attraction universelle de Newton. Dans le même temps, l'accumulation des comportements tend à modifier les bases de cette institutionnalisation, et par là, à mettre en cause le rapport des forces fondateur. Ce que les conflits sociaux ont fait, ils peuvent le défaire. Telle est donc la première ambivalence, dont le Militarisme Paradoxal est porteur.

D'autre part, les formes structurelles n'éteignent pas les conflits dont elles expriment la médiation. Aussi, leur pertinence est par essence relative. Se présentant comme un cadre de normalisation, elles sont toujours susceptibles de voir les régularités qu'elles engendraient se muer en rigidité. Dans le cas du Militarisme Paradoxal, cela signifie que la question pertinente n'est pas de savoir si son fonctionnement s'approche ou s'éloigne d'une norme optimale, mais si au bout du compte, il atténue ou renforce les tensions qui lui ont donné naissance.

Le problème de la crise du Militarisme Paradoxal ne peut être résolu qu'à travers la prise en compte de cette double ambivalence.

## A. Le Militarisme Paradoxal et son contexte

Affirmer qu'il s'agit d'une forme structurelle, et comme telle le produit historiquement daté de conflits, impose de revenir aux origines de sa naissance.

L'insertion internationale de la Russie comme de l'URSS est marquée par ce que A. Gerschenkron appelait l'arriération ou le retard (*backwardness*). Cette notion par nature est relative. Concrètement, elle signifiait pour ce pays l'existence d'une contradiction spécifique entre le type d'insertion visée et obtenue, et les bases sociales et économiques aptes à en assurer la pérennité. De Pierre Le Grand à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, cela signifiait un surdéveloppement de l'appareil militaire qui contribua largement d'ailleurs à ralentir le développement économique. Aussi, ne faut-il pas s'étonner si, de 1895 à 1904, Witte tenta à diverses reprises d'obtenir un allègement du fardeau militaire. Dès cette époque cependant, on trouve le débat qui reste aujourd'hui pertinent: l'insertion internationale du pays est-elle favorisée par un schéma privilégiant la puissance des armes ou, au contraire, par le développement des armes de la puissance (la croissance économique, le progrès technologique et la prospérité).

Le même problème allait se poser aux dirigeants soviétiques à partir de la fin de la Guerre Civile. Concrètement, un schéma favorisant le développement économique et social fut adopté pour toute la durée de la NEP. Ainsi, alors que le contingent théorique était de l'ordre de 1.800.000 hommes, l'armée ne comprenait que 562.000 hommes, chiffre porté en 1928 à 617.000. De manière plus significative, la réflexion des responsables militaires soviétiques tendit à mettre l'accent sur la puissance économique et industrielle au détriment d'une production immédiate d'armes. Jusqu'à la fin des années vingt, les projets de constitution d'un important secteur militaire dans l'industrie furent stigmatisés, tant par des responsables civils que militaires, de grossière erreur. Une telle politique ne pouvant que ralentir la croissance et compromettre la situation sociale. De fait,

les calculs de A. Bergson montrent qu'en 1928 les dépenses militaires se situent entre 1 et 2 % du PNB, proportion très inférieure à celle d'avant 1914. Pourtant, une voix discordante se fit entendre: celle de M. Toukhatchevsky. Ce dernier proposait à la fois une doctrine opérationnelle offensive et la constitution d'une armée ultra moderne, pouvant être employée pratiquement sans délai de mobilisation et reposant donc sur d'importants stocks de matériels militaires immédiatement disponibles. Alors que se préparait le XVIème Congrès du PC (b) US, on pouvait croire les idées de Toukhatchevsky rejetées. La nomination de Chapochnikof comme chef d'Etat-Major est une défaite politique, que renforcent les appréciations de Staline, au début de 1929, qualifiant de telles conceptions de «militarisme rouge».

Pourtant, bien au contraire, ce qui avait été condamné en février 1929 sera acclamé au Congrès, en 1930. Pour la première fois, au delà des affirmations habituelles sur la défense du pays, il est explicitement dit que l'Armée Rouge doit pouvoir disposer de la totalité de ses moyens militaires dès le début d'un conflit. On passe ainsi d'une priorité des flux à celle des stocks, et Toukhatchevsky commence son ascension que seules les purges pourront briser.

Ce tournant est un moment essentiel. Il ne peut se comprendre qu'à partir de la crise sociale que connaît alors l'Union Soviétique.

Entre le printemps 1929 et celui de 1930, il y a la collectivisation, cette offensive frontale contre la paysannerie. Or, la Russie soviétique est encore largement un pays agraire, une société rurale. La collectivisation signifie l'isolement du pouvoir qui mène, pour reprendre les termes d'un historien soviétique contemporain, une guerre contre son propre peuple. La collectivisation, c'est aussi un formidable chaos économique et social affectant durablement y compris ceux qui sont censés être les privilégiés du système: les ouvriers. Il apparaît donc que, face à un processus d'affaiblissement interne considérable, le pouvoir soviétique a opté pour un schéma de surdéveloppement de l'appareil militaire. Le but étant de constituer une armée ostensiblement puissante (des observateurs étrangers sont d'ailleurs invités pour assister aux manoeuvres de 1934 à 1937) afin de s'en servir comme instrument politique. Certainement, l'une des fonctions est dissuasive: il convient d'ôter aux pays occidentaux ou au Japon l'idée de vouloir profiter des troubles liés à la collectivisation et à l'industrialisation accélérée. Mais il y a des fonctions plus offensives. La puissance nouvelle de la RKKK doit permettre au gouvernement soviétique de passer des alliances avantageuses, voire même d'exercer une pression directe ou indirecte sur d'autres pays; enfin, la puissance militaire nouvellement acquise permet le développement d'une coopération militaire (avec la Tchécoslovaquie, la Chine et l'Espagne républicaine) qui devient alors un des instruments de la politique étrangère.

On devine, à partir de ces éléments, les caractéristiques du Militarisme Paradoxal.

Pour accomplir ses tâches, l'Armée Rouge doit être puissante, sans équivoque. Il la faut donc nombreuse et équipée de la manière la plus moderne possible. Ceci entraîne la nécessité d'une industrie militaire, capable de produire les quantités voulues (plusieurs milliers de chars et d'avions par an, à partir de 1934). La RKKK doit pouvoir aussi capitaliser cet investissement de la manière la plus efficace, ce qui conduit à ses doctrines d'emploi ouvertement offensives. En effet, dans la mesure où l'on privilégie la disponibilité sur la mobilisation, il convient de chercher à obtenir, en cas d'hostilités, la victoire dans le minimum de temps. L'adoption de principes offensifs, d'une doctrine du combat aéroterrestre

et de la combinaison des diverses armes n'est pas seulement le résultat des leçons de la Guerre Civile et de l'intégration dans la tradition russe de la pensée des militaires modernistes occidentaux (Fuller, Liddle, Hart, Guderian, de Gaulle); elle est la traduction logique des choix de développement antérieurs. Une guerre d'usure, en effet, exerce ses effets les plus forts sur le potentiel économique et la cohésion sociale. Une victoire rapide, obtenue grâce à une guerre de mouvements est donc une tentative pour minimiser l'impact des faiblesses dans ces deux domaines.

Ainsi, progressivement, l'appareil militaire s'impose comme un instrument essentiel dans la politique étrangère. En contre partie, il conduit à des réorganisations internes profondes. Le développement d'un large secteur militaro-industriel pèse sur les rythmes de développement et tend à accroître la priorité pour l'industrie lourde, contribuant ainsi à désarticuler encore plus le schéma de croissance. La masse humaine mobilisée nécessite aussi le développement d'un important corps des officiers qu'il convient d'intégrer soigneusement au régime, quitte à le terroriser par les purges.

Façonnées dans les années trente, cimentées par la guerre et renouvelées lors de la Guerre Froide, les trois principales caractéristiques du Militarisme Paradoxal s'enchevêtrent et se répondent. Au surdéveloppement de l'appareil militaire correspond l'énorme effort économique et la constitution d'un secteur particulier de l'industrie. Au poids considérable acquis par les forces armées, les formes multiples visant à assurer la prédominance des autorités du Parti font contrepoids.

On est donc en présence d'un ensemble cohérent, d'un système. Encore faut-il ne pas s'extasier devant cette dite cohérence au point d'en oublier les limites.

Tout d'abord, en termes militaires. Ni l'énorme production d'armes de 1931 à 1941, ni l'ampleur des forces de l'Armée Rouge n'ont suffi à arrêter les forces hitlériennes en 1941. Les défaites initiales de l'URSS, comme ses succès ultérieurs s'appuyant alors sur une mobilisation intensive de l'ensemble du potentiel matériel et humain (ainsi que sur les livraisons du prêt-bail, trop souvent oubliées), sont une condamnation de ce système. Les bases de la victoire de 1945 sont celles prévues par les théoriciens des années vingt, Mehonocin ou Geronimus, soit la vitalité de l'ensemble économique et la cohésion sociale.

Ensuite, les conditions même du développement de l'appareil militaire vont à l'encontre de son efficacité. La production de masse contraint de fait l'industrie militaire à s'aligner sur les pratiques de l'industrie civile, et se paye souvent par l'absence de marges de développement dans les matériels. La modernisation est donc freinée à la fois par la qualité des composants et matériaux et par la difficulté à améliorer régulièrement des systèmes d'armes à longue durée de vie (problème évident dans la marine, mais présent aussi pour l'Armée de terre et l'Aviation). Par ailleurs, la taille même de cet appareil militaire est un obstacle à une gestion efficiente des ressources humaines. Qu'il s'agisse de l'entraînement, souvent négligé ou réduit à des pratiques stéréotypées, ou de la formation, il y a là des déficiences importantes qui se répercutent d'autant plus que les armes se complexifient et que les doctrines d'emploi deviennent plus sophistiquées.

Enfin, cet usage démonstratif et ostentatoire de l'appareil militaire peut, en certain cas, se révéler parfaitement contre-productif. Loin d'assurer une meilleure insertion de l'URSS, il peut conduire à son isolement. Quant à la coopération militaire, si elle a indiscutablement permis, après 1953, à l'Union Soviétique de prendre pied dans le Tiers Monde, elle s'est révélé incapable à fidéliser certai-

nes alliances. Le décalage qui existe entre l'importance du levier militaire et celle des autres leviers d'une politique étrangère (influence économique, commerciale, culturelle...) contribue à désarticuler non seulement cette politique, mais aussi les perceptions, tant en URSS qu'à l'extérieur.

D'une manière plus générale, le Militarisme Paradoxal pouvait apparaître justifié en tant que procédure provisoire, correspondant à une situation temporaire où l'Union Soviétique devait surmonter faiblesses et retards. Dans la mesure où, freinant le développement économique et social, modifiant les perceptions, il a tendu à se perpétuer, on peut douter de sa pertinence. La période 1975-1985 n'est elle pas justement marquée par un échec global de la stratégie internationale de l'URSS, en raison notamment des effets du Militarisme Paradoxal? Perçue comme militairement agressive, incapable par ailleurs à étayer ses succès par des liens économiques, et menacée par la conjonction de crises économiques, sociales et par l'accroissement du retard technologique, l'Union Soviétique a vu ses positions et son crédit se dégrader de manière considérable. On peut considérer que l'on a là un exemple parfait des symptômes d'une crise d'une forme structurelle: quand les effets qu'elle induit tendent à accentuer les tensions qu'ils devraient normalement permettre de gérer.

## **B. Pivotement doctrinal et facteurs internes de crise du Militarisme Paradoxal**

Pour graves que soient les symptômes évoqués, ils ne sauraient suffire à entraîner une condamnation sans appel de la forme structurelle dont ils sont issus. Celle-ci ne saurait disparaître que sous la poussée de nouvelles procédures de régulation, acquérant progressivement une cohérence générale. Le processus d'institutionnalisation de ce nouvel ensemble, qui implique un certain degré de conflit, n'est obtenu qu'à partir du moment où se met en place un nouveau rapport des forces. Si, dans le domaine économique et social, l'apparition de ces nouvelles procédures peut être simultanément un processus décentralisé (l'apparition de nouveaux comportements, la mise à jour de nouvelles méthodes sous l'action de l'inventivité sociale que produit la crise) et découler de l'intervention de l'Etat, en ce qui concerne les relations internationales, on est d'emblée confronté au niveau central. Cela revient à dire que, dans ce cas, l'apparition des nouvelles procédures et leur institutionnalisation sont confondues.

Cette différence, par rapport au mouvement affectant les formes structurelles de la régulation économique et sociale «interne», met immédiatement en avant l'aspect de changement conscient et volontaire. La perception, et son évolution, de la forme structurelle par les agents qui la mettent en oeuvre, et par l'alliance qui lui a donné naissance, deviennent donc un aspect essentiel du processus de crise.

Aussi faut-il s'étendre sur l'évolution de la doctrine militaire soviétique (la Voennaja Doktrina) ces vingt dernières années.

En effet, le développement militaire (Voennoe Stroitelstvo) soit l'ensemble des aspects concourant à la puissance et la sécurité du pays, qu'ils soient militaires, économiques, politiques, sociaux, scientifiques et techniques, est guidé par cette doctrine militaire, dont la signification est bien plus globale qu'en Occident.

Ce n'est pas un hasard si son élaboration est le fait du Parti et du Gouvernement, à travers le Bureau Politique, le département du Comité Central chargé des questions de défense, et le Conseil de Défense (Soviet Oborony).

La doctrine militaire soviétique est censée être déterminée à l'aide de la science militaire (Voennaja Nauka), qui est décrite comme un système unifié de connaissances englobant les aspects matériels et humains du combat. Cette science militaire comprend quatre grands chapitres (l'étude de la guerre, les lois de la guerre, la préparation du pays et l'art de la guerre); elle est déterminée par cinq lois fondamentales qui sont:

- la soumission de la guerre aux objectifs politiques;
- la dépendance de l'issue d'un conflit de la corrélation de la puissance économique des belligérants;
- la dépendance de l'issue du conflit de la corrélation des forces et politiques.
- la dépendance de l'issue du conflit de la corrélation des potentiels scientifiques;
- la dépendance de l'issue du conflit de la corrélation des forces morales et politiques.

Quant à l'art de la guerre (Voennoe Iskusstvo), le quatrième chapitre de la science militaire, il inclut la stratégie, l'art opérationnel (Operativnoe Iskusstvo) et la tactique. Or, la stratégie, qui est alors réputée être l'ensemble des problèmes théoriques et pratiques de la préparation, de la planification et de la conduite de la guerre, détermine le développement des forces armées (Stroitel'stvo Voozrúennyh Sil); celui-ci recouvre l'ensemble des questions relatives à l'équipement, à l'organisation des forces, aux relations entre les services et à la posture opérationnelle. Ce développement des forces armées est du ressort des militaires, via l'Etat-Major Général et le Ministère de la Défense, mais il se fait dans le cadre du développement militaire, qui renvoie à la doctrine et donc aux décideurs civils.

Cette structuration complexe de la pensée soviétique en matière de défense reflète tout à la fois une richesse de la recherche conceptuelle, mais aussi les conflits entre groupes de pression et la nécessité d'instaurer des interfaces entre civils et militaires qui garantissent à la fois la prédominance des premiers et l'utilisation optimale des compétences des seconds. Par ailleurs, cette structuration met en valeur la spécificité et la place décisive de la doctrine militaire (qu'il ne faut pas confondre avec les doctrines d'emploi) dans le processus d'analyse et de formulation des alternatives des dirigeants soviétiques.

Or, on a tout lieu de penser que la doctrine militaire soviétique a profondément changé ces vingt dernières années. Ce point est l'objet de débats importants parmi les observateurs occidentaux. Aussi, faut-il tenter de préciser soigneusement l'enchaînement des évolutions. Il est clair, comme L. McGuire l'a montré, que les responsables soviétiques se sont progressivement écartés d'une vision entièrement nucléaire des conflits, et ce dès la fin des années soixante. L'affirmation en 1977 par L. Brejnev que l'idée de victoire n'était pas compatible avec un conflit nucléaire (discours de Tula) a constitué cependant un premier tournant majeur. La formulation initiale fut renforcée dans les textes du XXVIème Congrès du PCUS en 1981. Cette position, nouvelle pour les Soviétiques, avait été accompagnée par une intervention du Ministre de la Défense de l'époque, D. Ustinov. Ce dernier avait insisté sur la notion de dissuasion (sderzivanie), que permet la possibilité d'une «seconde frappe»; elle fait planer sur l'agresseur la menace d'une riposte écrasante (sokrusitel'nyy). Cette évolution s'est accompagnée d'un débat important chez les militaires. Alors qu'un auteur comme N.N.



Azovtsev tendait à revenir aux conceptions du Maréchal Sokolovsky, ces dernières étaient explicitement contestées par le premier adjoint à l'Etat-Major Général, M.A. Gareev. Au coeur du débat, on trouve ça que les militaires soviétiques appellent la troisième révolution dans le domaine militaire, soit l'apparition des armes dites intelligentes, issues des nouvelles technologies. Leur capacité à remplacer les armes nucléaires a été évoquée tant par M.A. Gareev que par M.M. Kirjan ou encore le Maréchal Ogarkov.

La situation de ce dernier est d'ailleurs un cas intéressant. Si il s'est montré, dès le début du débat, très sensible aux potentialités des nouvelles technologies, d'un autre côté, il a maintenu un discours bien plus agressif dans le domaine nucléaire, n'excluant ni la guerre atomique ni l'hypothèse d'une victoire dans ce cadre. Cela ressort des côtés de l'Encyclopédie militaire soviétique rédigées sous sa direction comme la « guerre cosmique » (Kosmičeskaja Vojna), les lasers (Lazer) ou la « supériorité sur l'ennemi » (Prevoskodstvo na Protivnikorm). C'est très probablement à cause de cela qu'il fut limogé en 1984 tout en retrouvant par la suite des fonctions élevées au niveau opérationnel, mais sans aucune implication sur la doctrine.

A partir de 1986, un nouvel élan fut donné à cette évolution. Lors du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès, en février, M. Gorbatchev évoqua la notion de « niveau raisonnablement suffisant » (razimnaja dostatocnost) pour les forces armées. La formule fut reprise à de nombreuses occasions par A. Dobrynin. A partir de juin 1986, elle sera épaulée par celle de « principe de défensive » (nenastupatel'nost) voire même de défense non provocative (neprovocirujuscaja oborona) chez A. Kokosin et V. Larionov. Ces deux auteurs, dans un numéro de 1988 de la revue de l'IMEMO, vont même jusqu'à souligner la contradiction existant en URSS entre l'affirmation d'une stratégie défensive et un art opérationnel tourné vers l'offensive.

Par ailleurs, il n'y a pas eu que des discours ou des écrits. Le démantèlement des euromissiles n'a été possible que grâce à un revirement de l'attitude des Soviétiques et, plus discrètement, on assiste à un repli de la flotte vers les approches au détriment de la présence hauturière.

Il est donc incontestable que quelque chose est en train de changer, ce que confirment amplement les mutations, promotions et destitutions, qui se multiplient parmi les officiers de grade élevé. Pour autant, cela n'implique pas nécessairement que le sens de ce changement soit celui que les Soviétiques veulent nous présenter, à travers des expressions comme la Nouvelle Pensée ou la Maison Commune.

Le meilleur moyen pour chercher à mieux discerner la signification de ces évolutions consiste à essayer d'inventorier les contraintes pesant sur les dirigeants soviétiques.

Il y a tout d'abord une double crise frappant à la fois la doctrine militaire et certaines doctrines d'emploi. Pour ce qui est de la première, si l'on admette que la notion de la victoire n'a pas de sens dans un affrontement nucléaire, alors le risque d'une escalade verticale devient insupportable. En effet, cela impliquerait qu'une guerre, obéissant à une rationalité politique, pourrait déboucher sur un affrontement n'ayant d'autre logique que celle de la destruction ultime. Or, le risque de l'escalade est inhérent à tout conflit mettant en présence une puissance nucléaire; qui plus est, la décision échappe largement au domaine de contrôle des responsables soviétiques, car elle pourrait être le fait de n'importe quelle puissance nucléaire. Dès lors, la guerre ne redevient concevable que si ce risque est aboli, soit par la dénucléarisation, soit par la disparition des puissances nucléai-

res indépendants du condominium américano-soviétique. La mise en cause de la guerre comme forme normale (au sens intégrée dans une norme) d'expression des contradictions internationales mine les bases mêmes du rationnement global soviétique. Il atteint par ricochet le principe du Militarisme Paradoxal. Quel effet démonstratif peut-on attendre du développement ostentatoire des forces armées, si ces dernières ne peuvent être employées?

Par ailleurs, ce dit développement ostentatoire a conduit à sacrifier l'efficacité à l'apparence. Ainsi, sous l'impulsion de l'amiral Gorshkov, la marine soviétique a prétendu se doter d'une doctrine d'emploi dont elle n'avait pas les moyens. Mais, ce faisant, elle a été amenée à une torsion dans ses matériels compromettant la capacité à assumer certaines missions essentielles. A un moindre degré, on retrouve ce phénomène pour les autres armes. Il traduit la tension entre l'utilisation de temps de paix des forces armées (qui est la base du Militarisme Paradoxal) et leur organisation efficiente en vue d'un hypothétique conflit. C'est l'opposition entre l'apparence et l'efficacité que l'URSS faillit payer si cher en 1941. Ce problème est renforcé par l'expérience des récents conflits (Iran-Irak, Malouines...). Ils sont la démonstration de la létalité redoutable des armes dites intelligentes. Le fait que toute cible repérée a désormais une forte probabilité d'être détruite davantage par l'assaillant qui, par nature, doit se démarquer. De plus, la concentration extraordinaire de ces armes sur le théâtre européen fait planer le risque de voir une bataille conventionnelle tourner à la reproduction high tech de la guerre des tranchées de 1915 à 1918. En d'autres termes, les Soviétiques ne peuvent plus se permettre, si ils veulent sauvegarder leurs scénarios opérationnels, d'avoir des doctrines d'emploi et une structure des forces qui ne soient très précisément adaptées aux nécessités de la guerre réelle. Mais, dans ce cas, le déploiement ostentatoire et démonstratif devient un luxe dont ils ne peuvent payer le prix.

Ceci conduit aux autres contraintes qui affectent ce que les Soviétiques appellent la corrélation des forces économiques, sociales et technologiques. Tout d'abord, il faut prendre la mesure de la crise économique que subit l'Union Soviétique depuis la seconde moitié des années soixante dix. Elle se traduit non seulement par des dysfonctionnements économiques majeurs, mais aussi par la remise en cause de l'équilibre social qui s'était mis en place sous Khrouchtchev et avait été reconduit, quoique de manière émasculée, sous Brejnev. La crise sociale, dont les événements du Caucase ou des Pays Baltes ne sont que des signes avant-coureurs, est le produit de la crise économique qui a entraîné une stagnation, voire une régression du niveau de vie depuis une dizaine d'années. Cette double crise est d'autant plus grave pour les dirigeants soviétiques qu'elle se produit au moment où l'URSS devrait assimiler la révolution informatique. En sapant le cadre économique comme le cadre social d'une telle assimilation, elle fait peser le risque d'un retard technologique irrémédiable, condamnant pour des décennies le pays à un statut de puissance de deuxième zone.

Car le problème de la corrélation des forces non militaires ne se limite pas aux seuls aspects internes. Les dirigeants du Kremlin n'ont pas pu ne pas noter les transformations qui affectent l'ensemble du cadre mondial. A la montée en puissance du Japon s'ajoute le démarrage de la Chine Populaire et l'irruption des «petits dragons». Quant à la construction européenne, elle prend, malgré de nombreuses crises présentes et à venir, un aspect irréversible, ce que traduit d'ailleurs le changement radical d'attitude des Soviétiques face à la CEE. Le monde bipolaire de la fin des années quarante est mort; dans ce changement, les forces éco-

nomiques, technologiques et culturelles ont joué un rôle immensément plus décisif que les forces militaires.

Ces différentes contraintes provoquent ainsi une double crise dans le mode de perception soviétique du problème de l'intégration internationale de l'URSS. Non seulement le Militarisme Paradoxal est inadapté, et même certainement aujourd'hui un facteur d'accentuation des tensions et un obstacle à leur gestion, mais encore les bases mêmes du raisonnement sont attaquées.

Il reste à savoir, bien sûr, à quelle vitesse cette crise se propage parmi les responsables comme dans l'ensemble de ce que l'on peut appeler la classe dominante.

Néanmoins, on peut être sûr qu'elle affecte de manière décisive le jugement porté sur les institutions et les formes structurelles. En ce cas, il faut prendre le terme de Perestrojka dans une acception littérale. Ce sont les bases, les fondations mêmes de l'édifice qui, aujourd'hui, sont tenues pour douteuses, même si cela n'implique pas les dirigeants soviétiques aient une idée claire de ce par quoi les remplacer, ni comment le faire, et encore moins qu'ils soient unifiés sur ce sujet.

Pour l'heure, soyons certains que le Militarisme Paradoxal est en crise et, ce qui est plus important, qu'il est perçu comme tel. Mais la crise se caractérise par la conjonction du risque et des opportunités. Ceci est valable tant pour les Soviétiques que pour nous, Européens, qui sommes leurs partenaires obligés. Il convient donc d'explorer ces opportunités pour éviter que, selon la formule d'Alphonse Allais, le risque l'emporte et que les choses finissent par s'arranger, mais mal.

## II. LE MILITARISME PARADOXAL ENTRE REFORMES ET REFORME

L'évaluation complète des opportunités ouvertes par la crise du Militarisme Paradoxal nécessiterait en réalité un degré de connaissance des processus de prise de la décision et de mise en oeuvre dont on ne dispose pas encore pour l'URSS. Cependant, une liste des diverses possibilités peut être dressée à partir de l'analyse de l'évolution des perceptions soviétiques et des priorités susceptibles d'en découler.

Il convient, en effet, de ne pas oublier l'impact de toute crise sur les mentalités. Ces dernières sont souvent, et avec raison, assimilées à l'histoire longue. Néanmoins, toute situation de dérèglement profond des institutions constituant le cadre des agents et leur horizon, ne peut pas ne pas se répercuter sur la manière dont les individus perçoivent et se représentent les contraintes auxquelles ils sont soumis. Ceci peut affecter le discours conscient, l'idéologie, comme l'ensemble plus général des codes et des normes qui modèlent les perceptions, parfois même à l'insu de ceux qui les expriment. L'importante véritable d'un moment de crise est qu'elle constitue un événement fondateur. On pourrait la comparer à un brassage des cartes, voire en l'introduction de nouvelles, qui donnera un jeu à la fois similaire (car la majorité des cartes n'a pas changé) et différent (car la distribution est nouvelle) à la donne précédente. C'est dire toute l'importance des années que nous vivons quant à l'évolution de la politique militaire soviétique. Cela conduit à souligner à quel point les analyses présentant l'idéologie comme un

cadre rigide et déterminant sont aujourd'hui dangereuses; non seulement elles ne peuvent que conduire à des résultats erronés, mais surtout elles sont radicalement incapables de rendre compte du processus actuel et ne peuvent ainsi offrir aucune base de vérification de leurs propres arguments et affirmations.

La transformation des perceptions n'est cependant pas un mouvement se produisant dans le pur éther des abstractions et des représentations. Elle découle de la confrontation permanente entre les images et les interprétations et les contraintes matérielles, qu'elles soient économiques, sociales, politiques, stratégiques ou technologiques. Il est ainsi possible de dégager un catalogue d'options décrivant les diverses priorités envisageables qui sont issues de ces contraintes. Cela revient à admettre que, s'il y a une liberté du décideur (et par là même une responsabilité), elle ne s'exprime que sur un nombre limité d'alternatives. De plus, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'instant de la crise et que se stabilisent de nouvelles formes structurelles, le nombre des alternatives décroît. Certaines décisions précoces produisent des changements qui excluent de la liste initiale une partie des possibilités. Ainsi, la qualité de la liberté de décision n'est pas la même suivant le moment où on la considère; les transformations sociales portent en elles une irréversibilité qui constitue l'Histoire. L'ignorer revient à se condamner à la naïveté et à l'impuissance.

C'est par la présentation simultanée de l'évolution des perceptions comme de priorités possibles que l'on peut prendre conscience des opportunités ouvertes par la situation actuelle. Ainsi sera-t-il possible de dégager les lignes des politiques futures, et de leurs implications pour l'Union Soviétique comme pour les européens. Cela permettra une réponse à la question implicitement posée par le constat de crise du Militarisme Paradoxal: celui-ci sera-t-il adapté et modifié ou aboli et remplacé? Connaîtra-t-il des réformes ou la réforme?

## A. L'évolution des perceptions soviétiques

A travers la Perestrojka comme la Glasnost, les Occidentaux ont pu prendre la mesure de la crise de l'idéologie soviétique. Cette dernière ne se réduit pas aux dogmes du «marxisme-léninisme soviétique», même si elle l'incorpore. L'ensemble des pratiques et comportements qui se sont consolidés depuis les années trente, y compris le fameux «esprit de famille» («semejstvennost») qui s'oppose à l'«esprit de parti» («partitnost») ont contribué à la naissance d'une idéologie spécifique.

Au delà des discours explicites, les mentalités sont tout autant le produit des transformations issues de l'industrialisation que celui de traits plus anciens ou de l'exposition progressive de parties de la population à des modes de vie différents. La crise actuelle se développe donc à des niveaux distincts. L'impact de la crise économique et sociale, comme celui de l'urbanisation, contribuent à une évolution lente mais irréversible des mentalités, qui rend de moins en moins supportables certains comportements ou institutions. Ce n'est certes pas un hasard si il y a une crise de la jeunesse comme phénomène spécifique aujourd'hui en URSS. Au delà de cet aspect des choses, on assiste à un décalage croissant entre le discours explicite qui, pour une large part est une rationalisation des formes structurelles et des attitudes issues des années trente, et la crise de ces formes structurelles, dans la sphère économique comme dans la vie politique. Enfin, l'exis-

tence au sein de l'idéologie dominante d'une superposition d'un code de conduite explicite (la «partitnost») et d'un autre sous jacent (la «semejstvennost») véhiculant des valeurs et des comportements opposés, contribue à une démoralisation progressive de l'opinion, qui touche plus particulièrement les élites scientifiques et culturelles.

On est donc en présence d'un phénomène complexe, comprenant la superposition d'évolutions longues comme de transformations plus récentes; elles semblent aujourd'hui entrer en phase, engendrant un brouillage général des références. Dans ce cadre, trois événements peuvent jouer un rôle essentiel dans la recomposition des perceptions: la reconnaissance explicite de la crise, tant en URSS que dans le glacis, les transformations qui affectent le monde occidental, enfin la crise de la notion de guerre dans la doctrine militaire.

Le premier événement est essentiel. Assurément, les Soviétiques, de la population aux membres du groupe dirigeant, savaient qu'il y a un monde entre la proclamation récurrente de succès économique et la réalité. Depuis 1976, la dégradation de la situation économique était sensible, par la montée des pénuries ou la détérioration des services sociaux. Cependant, il y a une différence fondamentale entre la connaissance empirique et nécessairement fragmentaire de tels faits et leur reconnaissance officielle. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, tous les Soviétiques savent à quel point l'économie s'est délabrée depuis une quinzaine d'années. Dire les choses est au moins aussi important que les subir. Cette nouvelle situation se traduit par une transformation de la perception du système soviétique en URSS même. Désormais, de nombreux responsables sont convaincus qu'il est, dans sa forme actuelle, incapable de faire jeu égal avec celui des pays réputés capitalistes. Le problème n'est plus de l'amender, ou d'accentuer la pression sur les individus pour produire une accélération de la croissance (Uskorenije), mais bien de le reconstruire de fond en comble. Les références, implicites ou explicites à la NEP sont à cet égard lourdes de signification. Ce changement de la perception s'accompagne d'ailleurs de flottements bien compréhensibles. Les économistes et les responsables ont tendance à parer l'économie de marché de qualités qui restent à démontrer, et bien des propositions de réformes, en particulier dans le domaine monétaire et financier, sont irréalistes et trahissent le manque d'expérience des Soviétiques sur ces terrains.

Mais l'essentiel n'est pas là. Ce qui compte, c'est que toute la stratégie de rattrapage des pays occidentaux par emprunt de technologie et mobilisation du potentiel interne est désormais largement discréditée. Autrement dit, le projet de réinsertion de l'URSS dans les relations internationales en position de force, projet hérité de Khrouchtchev et de sa volonté d'égaliser les Etats-Unis en vingt ans, est caduc. Le problème est maintenant de savoir si l'Union Soviétique restera parmi les grandes puissances industrielles ou si elle glissera vers les pays semi-industrialisés. La perception du rattrapage s'effondre pour être remplacée par celle de la crainte de la régression.

De plus, la crise ne touche pas que l'URSS. Elle frappe, et très durement, de nombreux pays de l'Europe de l'Est. Il n'est plus sûr que le CAEM puisse être autre chose qu'un cadre politique. L'attraction de la CEE sur la Hongrie et la RDA est, d'ores et déjà, considérable. Le poids de la RFA commence à se faire sentir dans toute l'Europe Centrale. La crise économique affecte donc en priorité les perceptions des relations avec l'Europe. A l'image des deux Europes séparées, concurrentes, voire coopérant, se substitue celle d'une désintégration interne du glacis qu'il s'agit plus désormais de contrôler, en la négociant le cas échéant, que

d'empêcher. Voilà qui pose en des termes nouveaux la question des relations avec la CEE, et en particulier la RFA.

Le doute qui pesait sur la validité des solutions adoptées en URSS depuis 1930 est aujourd'hui explicite. Certes, cela ne signifie pas que les responsables vont brûler ce qu'ils avaient hier adoré. Mais un tel changement ne peut pas ne pas avoir des effets majeurs sur la perception des modes d'intégration de l'Union Soviétique dans les relations internationales. D'autant plus que ce changement se combine avec un autre, touchant cette fois la dynamique des pays occidentaux.

Le deuxième événement clé est constitué par la suite d'incidents économiques, commerciaux et monétaires, par les décisions en Europe et dans le monde, qui ont indiqué la fin de la bipolarisation du monde et l'émergence de nouveaux clivages. La perception traditionnelle des Soviétiques reposait sur la certitude des conflits entre puissances dites impérialistes, la certitude aussi qu'ils ne pouvaient s'exprimer qu'à travers le cadre tracé par l'hégémonie américaine, et que la crise, horizon inévitable du système, allait signifier un affaiblissement des potentiels économiques et sociaux. Or la crise, qui frappe les économies occidentales depuis le début des années soixante dix, si elle a eu des conséquences sociales non négligeables, ne s'est pas traduite par une baisse du potentiel économique. Au contraire. A travers la crise, l'accélération de la diffusion des technologies nouvelles a abouti à un remodelage en profondeur des structures productives. Ce processus a été l'occasion de percées spectaculaires pour certains des nouveaux pays industriels, en particulier pour ceux d'Extrême Orient.

Cette crise s'est accompagnée d'une remise en cause radicale des bases de l'hégémonie américaine. Si les États-Unis, à la suite d'un programme commencé dès la présidence Carter et poursuivi sous celle de Reagan, ont considérablement renforcé leur potentiel militaire, ils se retrouvent, pour la première fois depuis 1914, en position de débiteurs nets. Le krack boursier d'octobre 1987 faisant la démonstration que, désormais, Washington ne peut user librement de l'arme du dollar en raison des imbrications entre son endettement externe et son déficit budgétaire.

La crise des bases de l'hégémonie américaine n'a pas eu pour traduction une multiplication généralisée des conflits, mais leur polarisation autour des ensembles européens et asiatiques. Qui plus est, les terrains commerciaux, monétaires et technologiques sont aujourd'hui les lieux essentiels de ces conflits. A cet égard, la puissance militaire n'est que faiblement opérante. Le seul avantage du budget militaire américain et à la recherche sous des formes susceptibles d'être tolérées par les censeurs du libéralisme.

Ainsi, la crise occidentale a pris les Soviétiques au dépourvu, dans ses formes comme dans ses conséquences. Elle a donné naissance à des transformations structurelles imprévues, et à des partenaires inattendus, comme la Chine Populaire, les «petits dragons» ou encore l'Europe de la CEE dont la construction s'est accélérée en partie d'ailleurs en réponse à la crise.

Les responsables soviétiques ont ainsi été amenés à changer d'opinion sur la CEE, sans doute sous l'effet des trois E: l'Écu, Eureka et Erasmus. Ils ont aussi nettement infléchi leur vision de l'Asie: le développement des relations avec Pékin et la présence soviétique à Séoul pour les J.O. en témoignant. Mais d'infléchissements en réajustements, d'évolutions en modifications, c'est leur perception de la dynamique des systèmes occidentaux, des rapports de forces, des lieux de conflit et des polarisations internationales qui est radicalement mise en cause.

Cela conduit au troisième événement clé. En acceptant, de 1977 à 1984, le

principe de la dissuasion et de ses conséquences, les dirigeants soviétiques ont introduit un élément inassimilable à leur cadre traditionnel. Les conflits armés du début des années quatre vingt (Malouines, Sud-Liban, Iran/Irak), n'ont pu que renforcer, alors, le processus de crise de leurs perceptions du rôle des armes.

En effet, le cadre de la coexistence pacifique n'a jamais signifié le renoncement à l'usage de la force militaire. Au delà, il n'impliquait nullement le rejet de l'idée centrale que les affrontements armés sont l'un des modes de résolution des contradictions s'exprimant au niveau international. Pour devenir improbable, la guerre ne cessait pas d'être une issue possible, ce qui donnait à l'instrument militaire toute sa signification politique. On peut ainsi considérer que la possibilité du recours aux armes constituait l'un des fondements de la crédibilité du Militarisme Paradoxal, en valorisant le déploiement ostentatoire et démonstratif des forces.

Or, les événements, doctrinaux et militaires, de ces dix dernières années, ont porté atteinte au coeur même du raisonnement. En effet, la logique de la dissuasion nucléaire est une logique d'expulsion de la guerre hors du champ du calcul politique. D'où le premier dilemme auquel sont confrontés les dirigeants soviétiques: il faut abandonner la guerre ou la réinventer. Ce dernier point a une signification bien précise: réinventer la guerre implique avoir des assurances qu'un conflit armé politiquement significatif dans les rapports de force internationaux ne débouchera pas sur l'escalade nucléaire. Cela signifie aussi qu'un tel conflit peut aboutir à un résultat non contestable (une victoire et non un enlèvement) dans un délai qui garantit qu'il pourra être politiquement géré sans déboucher sur un risque intolérable d'escalade.

A l'évidence, la première clause est surtout politique. Certes, une dénucléarisation totale des arsenaux serait la meilleure des assurances. Il n'en reste pas moins que cette alternative n'est pas la plus probable. Réinventer la guerre passe donc par un accord, tacite ou explicite avec les Etats-Unis, pour la délimitation de «terrains de jeu» aseptisés d'un point de vue nucléaire. Mais cela implique la reconstitution d'un strict duopôle au moment où les évolutions internationales le rendent de moins en moins crédible.

Satisfaire à la première clause n'est peut-être pas impossible; c'est à tout le moins une entreprise risquée et délicate, et qui dépend largement du bon vouloir des puissances nucléaires indépendantes. En admettant que ce soit le cas, il faudrait encore satisfaire à la seconde clause qui, elle, soulève de délicats problèmes militaires et technologiques.

Cette guerre réinventée ne pourrait être qu'un affrontement basé sur les nouvelles technologies. Ces dernières mettent au premier plan l'acquisition et la gestion des informations. Acquisition tout d'abord, car il faut repérer et identifier la cible, à l'aide des moyens optiques, électroniques ou infra-rouges. Mais cette information, pour être utilisable, doit arriver en temps voulu à l'opérateur capable de l'exploiter de la manière la plus efficiente. Si l'acquisition est avant tout un problème de technologie, la gestion ultérieure des informations renvoie aux caractéristiques sociales et organisationnelles du système dans son ensemble.

Les implications de ces problèmes sont claires. Non seulement l'Union Soviétique devrait rattraper un important retard technologique, mais elle devrait aussi radicalement modifier les conditions de la production (et en particulier la motivation de la main d'oeuvre) si elle entend pouvoir disposer sur une large échelle des armes nouvelles. Par ailleurs, la gestion de l'information implique une transformation totale des structures et la mise en avant de comportements qui ne sont

pas spontanément encouragés pour l'instant par le mode de fonctionnement de la société.

Ceci revient à dire que si les dirigeants soviétiques veulent garder à l'appareil militaire son utilisation politique, ils doivent, pour cela, chercher à réinventer la guerre à travers un processus qui met en avant bien plus les problèmes diplomatiques et les insuffisances économiques, sociales et organisationnelles du pays que le strict développement des forces armées. Qui plus est, ils n'ont aucune garantie sur leurs capacités à contrôler un tel processus, où l'échec d'un seul élément suffirait à conduire à l'échec global. Pour la première fois depuis que l'URSS existe, le rôle potentiel des forces armées ne peut plus correspondre à un cadre d'analyse hérité du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est tout l'héritage de Clausewitz à Lénine, via Engels qui est en cause.

## B. Les priorités possibles

L'évolution des perceptions ne se fait pas dans l'abstrait. Elle rencontre nécessairement un certain nombre de contraintes matérielles. Ces dernières offrent alors un choix, limité mais non nul, d'options aux responsables politiques. C'est en tentant de dresser cette liste que l'on dessine le cadre dans lequel va se mouvoir l'évolution des représentations et des décisions.

La première priorité envisageable est, bien entendu, celle de la reconstruction économique et sociale de l'URSS. Sans préjuger de la décision prise en définitive sur le mode d'insertion du pays dans les relations internationales, il importe à l'évidence d'arrêter au moins la dégradation du cadre économique et social. L'ampleur de la crise a été très probablement sous estimée dans les pays occidentaux. Non seulement il faut recomposer un certain nombre de formes structurelles et d'institutions économiques, mais des réformes sociales d'ampleur sont nécessaires, ne serait-ce que pour permettre aux réformes économiques d'être opérantes. Enfin des réformes politiques sont un volet indispensable. On le voit bien aujourd'hui, le développement de l'initiative économiques, privée ou coopérative, nécessite une crédibilité du pouvoir. Or, ce dernier n'en bénéficiera pas tant qu'il pourra être soupçonné de vouloir, à tout moment, violer ses propres lois et règlements pour les besoins d'un intérêt supérieur dont il serait le seul détenteur. Bien des mesures économiques de la Perestrojka ont besoin de la constitution d'un Etat de droit et de l'institutionnalisation de formes démocratiques pour pouvoir simplement entrer en vigueur. En ce sens, il est vain et illusoire de distinguer la Perestrojka de la Glasnost. Mais, d'un autre côté, cette combinaison des deux accentue les résistances, car elle oblige tout projet de réformes à se battre sur deux fronts, contre les rentes de situation économiques et contre le conservatisme social et politique.

Cette priorité à la réforme impliquerait le développement des relations économiques avec les pays occidentaux. Elle rendrait impérative une forte réduction du budget de la Défense, au moins dans un premier temps. En effet, au début, la réforme permettrait aux tensions économiques et sociales accumulées depuis des années, et qui étaient jusque là réprimées, de se déployer brutalement.

Une telle priorité mettrait donc, ne serait-ce que provisoirement, l'URSS en état de faiblesse, du moins si on en juge à travers les perceptions anciennes des responsables soviétiques. Pour accepter cela, il faudrait qu'ils soient persuadés



que les dysfonctionnements économiques et sociaux sont bien plus dangereux qu'un endettement et une dépendance économiques et politiques des pays occidentaux sera aussi essentielle. Tant que l'image d'un bloc américain soudé dans une logique de guerre froide subsistera, alors la propension des dirigeants soviétiques à, métaphoriquement, baisser leur garde, ne pourra être que faible.

Une seconde priorité possible consisterait à tenter un rattrapage «en force» du retard économique et technologique. L'accent serait alors mis, massivement, sur l'acquisition, légale ou non, des technologies de pointe et sur un effort important pour assurer leur diffusion. Dans un tel scénario, les Soviétiques savent qu'ils peuvent compter sur la compétition acharnée que se livrent les pays occidentaux dans le domaine commercial. L'apparition de nouveaux producteurs (en Extrême-Orient notamment) rendrait plus facile une stratégie de contournement du COCOM et pourrait créer une telle pression de la part des industriels européens et américains sur leurs gouvernements que ce contournement aurait de fortes chances de conduire à l'éclatement des cadres restrictifs.

Une telle priorité nécessiterait aussi une certaine réduction du fardeau de la Défense, ne serait-ce que pour dégager les ressources indispensables à une politique de modernisation de l'appareil productif. Cette réduction serait susceptible d'ailleurs, si elle était bien valorisée diplomatiquement, de conduire à une situation internationale favorisant les importations de technologies avancées.

Cette priorité pourrait convenir à un bloc de modernisateurs modérés alliés à des conservateurs éclairés. Elle n'impliquerait pas de remise en cause de l'ensemble des perceptions, mais un pivotement du cadre traditionnel, mettant l'accent sur l'importance de la corrélation des forces technologiques dans les rapports de force.

On peut enfin envisager que la priorité soit accordée à la reconstruction d'un «leadership» soviétique, dans la sphère de domination comme sur les franges, afin d'aborder les problèmes de l'insertion internationale dans ce qui serait êrçu comme une position de force politique.

Cette démarche impliquerait une priorité à la réforme dans le CAEM visant à redonner à l'URSS le maximum de leviers de contrôle. L'instauration de la convertibilité du rouble dans le CAEM provoquerait une contrainte économique efficace sur les pays de l'Est.

Par ailleurs, la reconstitution d'un bloc «non aligné» dans l'orbite de l'Union Soviétique serait certainement un volet essentiel d'une telle priorité. Les relations avec la Chine et l'Inde deviendraient un pivot essentiel; le crédit dans le Tiers Monde jouerait aussi, alors, un rôle fondamental. Une telle priorité impliquerait que l'URSS se désengage militairement (Afghanistan, mais aussi en Afrique), qu'elle puisse peser sur les conflits locaux pour les réduire, et qu'elle reprenne à son compte un certain nombre de revendications économiques et financières du Tiers Monde. Un appareil militaire trop ostentatoire serait le plus souvent un handicap, qu'il s'agisse de nombreux pays d'Asie ou d'Afrique, ou, plus particulièrement, du cas de la Chine qui peut se considérer comme directement menacée.

Cette politique ne permettrait pas, cependant, de faire l'économie de mesures touchant aussi bien le système productif que la société. Le degré atteint par la crise est tel que le statu quo est impossible. Mais ces mesures pourraient être ponctuelles et limitées. Ainsi, une modernisation sélective (i.e. ne touchant que les domaines considérés comme absolument vitaux par les militaires) pourrait s'accompagner de réformes modérées, telles qu'elles se dessinaient au tout dé-

but des années quatre vingt. Un renforcement de la discipline dans l'industrie pouvant aller de pair avec des ouvertures contrôlées dans l'agriculture et les services. Ceci constituerait à l'évidence une base acceptable pour les conservateurs, tandis que le tournant tiers mondiste (du moins proclamatoire), pourrait renouer avec des perceptions datant de la période khrouchtchévienne). A ceci près, néanmoins, que le dynamisme du mode de régulation hérité du stalinisme était bien plus fort dans les années cinquante qu'il ne l'est aujourd'hui. Il permettrait, en particulier entre 1953 et 1958, des taux de croissance de l'amélioration du niveau de vie dont on est loin aujourd'hui.

Prises individuellement, chacune de ces priorités dessine un choix spécifique. A partir des contraintes économiques sociales, technologiques et géostratégiques, elles traduisent la possibilité de formes particulières de la recomposition des perceptions et des alliances politiques qu'elles sous tendent.

Dans un premier temps cependant, les choix ne seront pas nécessairement exclusifs. D'abord parce que la multitude des contraintes oblige à agir simultanément dans diverses directions, et parce que la recomposition des perceptions sera par nature lente et fluctuelle. Ensuite parce que la logique des affrontements politiques en URSS pousse le Secrétaire Général à se présenter comme l'homme de la synthèse constructive. Il faut donc s'attendre à une combinaison de ces trois priorités.

Ainsi, ce n'est que progressivement que le choix de la réforme économique et sociale, ou celui du rattrapage technologique en force deviendront incomptables. De même, la restauration du leadership soviétique peut, pendant un certain temps, accompagner l'une ou l'autre de ces priorités.

Il faut donc se garder d'interpréter certaines mesures actuelles comme la preuve d'une décision irréversible dans l'une de ces trois directions. Non seulement, il n'est pas possible de le déterminer de l'extérieur, mais encore on est loin du moment où ces orientations seraient incompatibles. Cependant les choix sont clairs. La poursuite de la politique brejnevienne ayant été clairement rejetée, et l'utilisation explicite de la force armée n'étant pas crédible, les alternatives sont limitées.

A chaque cas, l'impact sur le système militaire serait important, quantitativement ou qualitativement. Ces alternatives décrivent alors les avenir possibles de la politique militaire.

### C. Vers la fin du Militarisme Paradoxal

En tant que forme structurelle, le Militarisme Paradoxal est condamné dès lors que se mettraient en place les éléments d'un autre mode de régulation. Ainsi, la priorité aux réformes économiques et sociales, témoignant de la tentative de rompre avec les formes sociales héritées des années trente, est clairement incompatible avec lui. A l'opposé, une tentative de replâtrage, telle celle évoquée dans la priorité donnée à la reconstruction du leadership politique, pourrait s'accompagner de sa survie. D'une manière plus générale, le rôle donné à l'appareil militaire en tant qu'instrument de gestion des contradictions de l'insertion internationale de l'URSS sera déterminé en fin de compte par les perceptions que les dirigeants auront de la capacité de ce pays à maîtriser les aspects économiques, sociaux, technologiques et politiques de cette insertion.

Cependant, il convient de tenir compte de l'autonomie relative de la dynamique d'évolution du système militaire qui en est issue et de son adéquation tant aux fonctions découlant de son instrumentalisation politique qu'aux contraintes spécifiques de sa crédibilité proprement militaire. Cet aspect autonome de l'évolution des forces armées appelle plusieurs remarques.

On peut déjà noter qu'une réduction de leur taille semble inévitable, et ce, dans les trois priorités retenues. Ce mouvement, dans un premier temps, n'impliquerait pas nécessairement une moindre efficacité de l'appareil militaire. Au contraire, on peut même penser que l'hypertrophie actuelle est un frein à une plus grande efficacité. Ces réductions ne doivent pas être assimilées, pour l'instant, à un changement radical. Par ailleurs, la crise spécifiquement militaire de cet appareil implique des réponses spécifiquement militaires. Mais elles auront, nécessairement, des répercussions importantes sur l'économie et la société. C'est l'autre face de ce mouvement de réforme. Ainsi, le problème des priorités que l'on vient d'évoquer va-t-il se poser à nouveau, à travers les différentes options qui s'offrent aux décideurs politiques sous l'effet des contraintes politiques, technologiques et militaires et de l'évolution des perceptions. De même que la Doctrine militaire pose, à travers la notion de développement militaire, la question de la place et du rôle de l'appareil militaire, les transformations de l'art de la guerre, rendues nécessaires par les changements de ces dix ou quinze dernières années, impliquent une évolution de la stratégie, donc du développement des forces armées. Mais ce dernier renvoie à son tour au développement militaire (qui en est le cadre global) et par là même à la doctrine.

C'est pourquoi les trois options que l'on va évoquer correspondent à trois types de coagulation des perceptions, mais aussi à trois types de priorités.

On peut tout d'abord envisager une survie, sous une forme réduite, du Militarisme Paradoxal. Cela signifierait que les dirigeants soviétiques considèrent comme impossible une insertion de l'URSS reposant à moyen terme sur l'acquisition de nouvelles dynamiques, économiques, sociales, politiques et technologiques. Théorisant l'incapacité à combler le retard, ils continueraient à accorder aux forces armées un rôle politique essentiel, tout en cherchant à se présenter comme les porte paroles des exclus au niveau mondial de la prospérité et de la modernité capitaliste. Ainsi, l'appareil militaire conservait une logique ostentatoire et démonstrative. Cependant, cette logique s'exprimerait en priorité sur le lieu géographique de confrontation avec l'Occident, soit l'Europe. Pour pouvoir tenter de rassembler le Tiers Monde, une sourdine serait mise au déploiement hors de ce cadre, sauf en cas d'affrontements symboliques avec l'Imperialisme, pouvant être exploités politiquement avec succès. Les ventes d'armes prendraient le pas sur une présence directe (en particulier via la marine).

La crédibilité de cette politique impliquerait celle de la « menace » en Europe. Comme le système militaire dans son ensemble ne pourrait espérer réduire le retard technologique, une compensation serait cherchée dans la position des forces. En minimisant les délais de mise en action les militaires soviétiques pourraient espérer, en cas de conflit, aboutir à un résultat positif avant que la supériorité de l'OTAN ne puisse jouer. Ce que l'on appelle la posture des forces deviendrait de plus en plus agressive et déséquilibrante.

Cette option, qui est clairement la pire d'un point de vue européen, n'est cependant pas la plus probable. Elle voudrait dire que les responsables soviétiques se sont refusés à prendre en compte la crise affectant les bases de leur doctrine militaire, ni à modifier leurs perceptions en conséquence. Si l'on admet qu'ils

ne peuvent échapper au choix d'abandonner ou de réinventer la guerre, deux voies s'offrent à eux.

La plus intéressante pour nous, Européens, serait bien sûr qu'ils acceptent la totalité des conséquences de la logique de la dissuasion, soit qu'ils abandonnent la guerre. En ce cas, l'appareil militaire pourrait être réduit à une force minimale de dissuasion nucléaire (entre 500 et 1.000 têtes convenablement protégées) et à des forces conventionnelles symboliques quant à leurs capacités. Leur organisation pourrait s'inspirer des idées énoncées par Kokosin et Larionov dans leur article de 1988 sur la défense non provocative. Un mouvement symétrique pourrait d'ailleurs être espéré dans l'OTAN, où le débat sur ce type de posture est déjà développé.

Une telle évolution signifierait que les dirigeants soviétiques considèrent que, désormais, les formes d'affrontements économiques, commerciales, monétaires seront les formes de médiation des conflits, comme de la coopération, entre les Etats-Nations. Ceci impliquerait aussi qu'ils sont prêts à tirer toutes les conséquences de la nouvelle polarisation du monde, abandonnant la perspective du condominium de la fin des années soixante. Désormais l'insertion internationale de l'URSS ne serait plus perçue dans une optique binaire (Eux et Nous), mais dans le cadre d'un jeu entre de multiples partenaires. Le développement économique et social serait alors la priorité absolue car déterminant en fin de compte la qualité de cette insertion. L'innovation sociale deviendrait particulièrement importante car seule à même de justifier, ou de refonder, la prétention du système à une spécificité.

Mais il n'est pas plus prudent de se fonder sur la pire des hypothèses que de vouloir peindre l'avenir en rose. Les dirigeants soviétiques peuvent espérer réussir dans leur tentative pour réinventer la guerre.

La satisfaction des deux clauses préalables aurait des conséquences importantes sur l'aspect et la structuration de l'appareil militaire. Obtenir tout d'abord une garantie de dénucléarisation, même partielle, de certains théâtres d'opérations implique une réduction de l'arsenal atomique, tactique, tactico-opérationnel, voire stratégique. De ce point de vue des engins comme le SS 20 ou le SCUD étaient obsolètes d'un point de vue doctrinal (sans mentionner les doutes que l'on peut avoir sur la destination du SS 20). Mais les missiles à courte ou moyenne portée constituaient, pour les forces soviétiques un moyen indispensable de frappe en profondeur, compte tenu des faibles capacités de l'aviation dans ce domaine, du moins dans les années soixante et soixante dix. Le déploiement d'avions tels les TU-26 «Backfire» ou le SU 19/24 «Fencer» a correspondu à l'acquisition d'une telle capacité, mais avec, en prime, la flexibilité inhérente à l'avion. Les missiles à portée intermédiaire devenaient donc aussi obsolètes d'un point de vue opérationnel. On peut donc considérer que le processus de dénucléarisation partielle doit renforcer la tendance à l'accroissement des capacités de l'aviation dite «frontale». La division des tâches actuelles (missiles pour les frappes en profondeur, aviation frontale pour la supériorité aérienne dans la zone des combats, aviation de défense —IA-PVO— pour la protection des arrières) sera très probablement remplacée par la constitution d'une aviation tactique aux moyens polyvalents, capable d'assurer la totalité des missions. Cette évolution conduit à une occidentalisation progressive des structures, des procédures et des moyens. Elle sera d'autant plus nécessaire que la seconde clause, la capacité à obtenir une victoire rapide sur le champ de bataille moderne, va conduire à la suppression des notions de ligne de front ou de FEBA (Forward Edge of the Battle Area).

Compte tenu, en effet, des caractéristiques déjà évoquées des armes dites intelligentes, cette victoire va reposer sur les facteurs suivants:

—capacité à maîtriser le spectre des moyens électroniques (ou du moins à empêcher l'adversaire de le faire, avec apparition, en comparaison avec la guerre navale, des notions de *electronic control* et *electronic denial*);

—capacité à gérer le plus efficacement possible les flux d'informations (et à dégrader celle de l'adversaire);

—capacité à minimiser son temps de présence en des endroits donnés en donnant la priorité à la rapidité et à la fluidité (et donc aussi capacité à fixer l'adversaire et à l'immobiliser).

Ces trois facteurs impliquent tous des transformations radicales du système militaire et de son amont, l'économie et la société qui lui fournirent les moyens matériels et humains. Cela signifie d'abord non seulement une introduction massive de technologies modernes, mais encore leur assimilation. Il faudra que l'économie soit capable de les produire en masses et que les troupes sachent les entretenir et s'en servir. Problème qui est loin d'être simple. Que l'on songe à tous les bureaux en France qui ont été rééquipés de micro-ordinateurs et où ces derniers ne sont utilisés que comme des machines à écrire un peu perfectionnées. Il va ensuite falloir que les forces soviétiques acceptent le principe d'une décentralisation de la gestion de l'information. La centralisation étant techniquement dangereuse (les communications sont vulnérables) et fonctionnellement inadaptée (le Centre pouvant être saturé d'informations si ces dernières ne sont pas traitées au préalable). Le problème n'est donc pas celui de l'introduction massive d'ordinateurs, mais celui des structures de commandement. Enfin, des responsabilités de plus en plus importantes vont peser sur les échelons inférieurs. Ceux-ci devront pouvoir se saisir des opportunités s'offrant à eux, ce qui sous-entend qu'ils soient intellectuellement prêts à faire et professionnellement préparés à le faire de manière efficiente.

Rien ne serait donc plus faux que de croire qu'il suffit, pour réinventer la guerre, d'injecter des doses massives de nouvelles technologies et de faire preuve d'imagination au niveau des concepts d'emploi. En réalité, une telle démarche reposerait avant tout sur la compréhension que la gestion des ressources humaines, dans l'armée et dans la société, serait capitale. Sans soldats, officiers et sous-officiers, motivés, entraînés, dotés d'une autonomie de jugement et d'action importante, cette même masse de biens ne sera jamais utile que dans les défilés et les parades.

Réinventer la guerre passe donc par une transformation radicale des forces armées, affectant depuis les conditions de vie des soldats jusqu'à la nature des rapports hiérarchiques, en passant par les structures organisationnelles. Cette transformation est impossible, humainement et matériellement, sur la base de l'appareil militaire tel qu'il est, avec son nombre et ses pratiques ostentatoires. Une forte réduction numérique, accompagnée d'une montée du pourcentage de professionnels ou d'engagés de longue durée est absolument indispensable.

Mais l'armée n'est jamais que le reflet de la société. Pour l'équiper, il faudra transformer largement l'appareil productif. Et pas seulement le secteur travaillant pour la défense; ce dernier aura besoin de composants et de pièces, issues du secteur civil, et dont la qualité devra être adéquate aux normes nouvelles. Quant aux hommes, il est bien sûr illusoire de prétendre développer des comportements si ces derniers n'existent pas dans le reste de la société. A moins, bien entendu, de ne concevoir qu'une armée de métier, et encore dont les futurs

membres devraient être soustraits très jeunes aux influences de la société pour être élevés dans un cadre radicalement différent.

En dernière instance, réinventer la guerre exigerait le même type de réformes radicales de l'économie ou de la société qu'impliquerait son abandon. On aboutirait alors au paradoxe que la naissance de cette nouvelle armée ne serait possible que sur la base d'une transformation telle du pays que son utilité serait plus que douteuse. Si l'Union Soviétique devenait capable d'engendrer un tel système militaire, elle serait aussi à même de connaître une dynamique économique et sociale lui permettant de s'insérer de manière favorable dans les relations internationales. Dès lors, les fonctions instrumentales des forces armées perdraient une grande part de leur justification.

Cette présentation des trois grandes options ouvertes actuellement est nécessairement simplificatrice. Tout d'abord parce que si la résolution d'abandonner la guerre représenterait entre la survie du Militarisme Paradoxal et la transformation de l'appareil militaire, cohérente avec la volonté de réinventer la guerre. Ces situations pourraient correspondre à des états transitoires dans la recomposition des perceptions soviétiques ainsi qu'à des alliances politiques évolutives. Ensuite, il faut tenir compte de la double inertie des structures et des programmes. Les matériels qui entrent en service aujourd'hui ont été conçus il y a près de dix ans. Si une décision devait être prise dans les mois qui viennent, ses effets ne se feraient sentir que très lentement. Il y a une rigidité inhérente à l'ensemble du processus de conception et de réalisation. Elle conduit à donner naissance, à un moment, au produit des perceptions et des analyses d'un moment bien antérieur. A cela, on doit ajouter le fait que toute perspective d'une réforme d'ensemble va aviver les luttes entre les groupes de pression existant au sein de l'institution militaire. L'image de la structure à venir des forces armées sera tout autant le produit de la formulation d'une nouvelle politique militaire que celui des affrontements catégoriels et de leur dynamique.

Dans la mesure où l'on estime qu'un changement dans les perceptions et dans la formulation d'une telle politique sont des plus probables, il ne faut pas s'attendre, en raison justement des rigidités et des conflits évoqués, à une forte cohérence entre cette politique et l'instrument militaire lui-même. C'est à un processus lent, riche en épisodes contradictoires, qu'il faut se préparer.

\* \* \*

En tout état de cause, on peut faire aujourd'hui le pronostic que le Militarisme Paradoxal est appelé à disparaître. Deux arguments son à cet égard décisifs: l'ensemble du mode de régulation de l'économie soviétique est en crise, et le Militarisme Paradoxal, en tant que forme structurelle de ce mode, connaît en plus une crise spécifique.

Cette crise semble être passée, de 1985 à 1988, du stade latent au stade ouvert: le fait de dire la crise est à la fois un symptôme et un élément essentiel dans cette évolution. Ouvrant nouvelles opportunités, en nombre limité mais réel, cette crise contient aussi des éléments de risques. Le fait qu'elle implique un mouvement général de recomposition signifie que la possibilité de peser sur le sens de transformations est aujourd'hui plus élevé que jamais. Il faut savoir aussi que cela ne durera pas. La phase de sortie de crise va impliquer des décisions de plus

---

en plus irréversibles qui vont limiter de manière très contraignante la liberté d'action des dirigeants soviétiques. Il appartient aux Européens de faire en sorte que ce moment privilégié ne soit pas gaspillé inutilement. On peut encore faire mentir Alphonse Allais.